

Bulletin d'histoire politique

Louis Gill, La crise financière et monétaire mondiale. Endettement, spéculation, austérité, Ville Mont-Royal, M éditeur, collection « Mobilisations », 2011, 141 p.

Michel Roche



Volume 20, Number 3, Spring 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056212ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056212ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Roche, M. (2012). Review of [Louis Gill, La crise financière et monétaire mondiale. Endettement, spéculation, austérité, Ville Mont-Royal, M éditeur, collection « Mobilisations », 2011, 141 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 20(3), 213–215. <https://doi.org/10.7202/1056212ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Louis Gill, *La crise financière et monétaire mondiale. Endettement, spéculation, austérité*, Ville Mont-Royal, M éditeur, collection « Mobilisations », 2011, 141 p.

MICHEL ROCHE
Université du Québec à Chicoutimi

Économiste, professeur retraité de l'UQAM et militant syndical de longue date, Louis Gill vient de publier une contribution fort intéressante et solidement documentée, destinée à mieux faire comprendre la crise financière et monétaire qui secoue l'économie mondiale depuis 2007¹. L'ouvrage fait suite à une série de monographies et d'articles de l'auteur sur l'économie mondiale, la crise et les débats sur la dette publique. Dans le contexte actuel marqué par un pessimisme généralisé quant à l'éventualité d'une véritable reprise, les explications de Louis Gill arrivent à point. Elles permettent en outre de comprendre des phénomènes complexes et introduisent les lecteurs à un vocabulaire réservé aux experts du monde de la finance.

Les causes immédiates de la crise résident dans les moyens utilisés pour sortir les États-Unis de la stagnation qui a suivi le dégonflement de la bulle technologique au début des années 2000 : taux d'intérêts très bas, concentration sur le secteur immobilier pour assurer la relance, crédit facile sans égard à la capacité de payer, refinancement hypothécaire pour accroître la demande. Ces moyens ont fortement alimenté la spéculation financière, conduisant notamment à une surproduction de logements. Mais la chute des prix dans le secteur immobilier à partir de 2006 a déclenché une série de faillites, qui ont mené à l'éclatement de la bulle immobilière en 2007, suivi de la crise financière et boursière l'année suivante.

L'auteur démontre de quelle manière des capitaux fictifs ont été créés à partir de leviers financiers de plus en plus déconnectés de l'économie réelle. Il fait l'inventaire de quelques-unes des nouveautés en matière de produits financiers, telle la « titrisation des créances » (le livre comporte d'ailleurs un glossaire fort utile, expliquant les principaux termes du jargon financier) et explique comment la multiplication du crédit a entraîné

le gonflement d'une sphère financière hypertrophiée comportant notamment un « système bancaire de l'ombre » qui occupe « une place deux fois plus importante que le système bancaire réglementé » et évite les règles que se sont données les États.

La concentration du capital a eu pour effet d'alimenter davantage la spéculation financière que la création d'emplois, le développement et la hausse du niveau de vie de la majorité. L'écart grandissant entre les activités financières et l'économie réelle est devenu insupportable. Le caractère parasitaire du capital fictif finit par s'imposer : les perturbations qui l'affectent, se répercutent inévitablement sur l'économie réelle. Louis Gill rappelle la pertinence de la théorie marxiste de la monnaie : le crédit n'est qu'un moyen de reporter l'échéance du paiement, il ne la supprime pas. Ce n'est que par l'entremise de la monnaie que les travaux privés sont socialement validés. La crise dans le secteur immobilier, aux États-Unis, provoquée par la spéculation destinée à profiter de la hausse des prix d'une marchandise dont l'utilité consiste au départ à être un lieu de résidence, a déclenché une cascade de faillites et de dévalorisation de titres adossés à des créances peu susceptibles d'être transformées en monnaie.

C'est pourquoi les gouvernements ont été acculés à la nécessité d'intervenir pour éviter la fermeture des plus importantes institutions financières et entreprises. « Au total, la contribution du secteur public (Trésor, Réserve fédérale, Société fédérale de garantie des dépôts bancaires) aux divers plans de soutien du secteur financier décidés en 2008 et en 2009 s'est élevée à quelque 500 milliards de dollars aux États-Unis (l'équivalent des deux tiers du PIB) » (p. 45). Les gouvernements des pays européens ont dû également injecter des milliards, certains allant jusqu'à nationaliser certaines institutions, dans le but de les renflouer en attendant de les remettre au secteur privé.

La faillite aurait effectivement eu des conséquences dramatiques pour l'économie réelle, notamment pour l'emploi. Était-ce une raison suffisante pour injecter dans ces entreprises, définies par les États comme « trop grosses pour faire faillite », des sommes astronomiques puisées à même le trésor public ? À cela, Louis Gill répond, proposant par la même occasion la voie à suivre, que « la conclusion appelle à prendre conscience de ce que de telles banques et entreprises doivent alors être jugées comme "trop grosses pour demeurer privées" et doivent, dans l'intérêt commun, être prises en main par la collectivité en vue de leur planification démocratique en tant que biens publics dotés d'une mission de service public » (p. 24). À quelques exceptions près, ce n'est cependant pas ainsi qu'on a répondu à la crise.

Le sauvetage des institutions financières a été accompli aux dépens des populations. Les banques ont été renflouées par l'injection massive et à peu de frais d'argent public. Une fois remises à flots, les banques ont été

amenées à prêter de nouveau aux États devenus exsangues des sommes gigantesques à des taux d'intérêt élevés. La dette privée a ainsi été transformée en dette publique. Pour les seuls pays avancés du G20, l'endettement moyen des administrations publiques est passé de 78% du PIB en 2007 à 97,5% en 2009 (p. 57). La dette publique, à son tour, a amené les gouvernements, y compris au Québec, à procéder à des compressions de toutes sortes dans le secteur public. Cependant, comme le souligne Louis Gill, « non seulement ces mesures d'austérité ont-elles pour effet de reporter sur la population travailleuse le coût de la réparation de manœuvres financières dont elles ne sont pas responsables alors que les coupables jouissent de l'impunité, mais elles ont aussi pour conséquence d'empirer la situation en bloquant la reprise et en maintenant le chômage à des niveaux historiquement élevés. La médecine imposée tue le malade au lieu de le remettre sur pied » (p. 14). Dans certains pays comme la Grèce et l'Espagne, la crise sociale a fini par éclater.

En dépit de l'ampleur de la crise, les financiers n'ont retenu aucune leçon. « Immédiatement, les grandes banques ont repris leurs pratiques aventurières en matière de prêts et de rémunération exorbitante de leurs cadres. (...) En guise d'illustration de leur arrogance, les chefs de direction des plus grandes entreprises états-uniennes ont été mieux payés en 2010 qu'en 2007, alors que l'économie était en forte croissance, que la Bourse brisait des records et que le taux de chômage était deux fois moindre » (p. 48-49). Louis Gill estime par ailleurs que l'économie mondiale est loin d'être sortie de la crise. La concurrence capitaliste rend impossible l'existence d'un système monétaire international stable. Elle rend aussi illusoire la possibilité d'empêcher les déséquilibres résultant de la liberté des capitaux de s'investir là où les possibilités d'accumulation sont plus fortes, notamment dans les activités liées à la spéculation financière. Enfin, les mesures d'austérité compromettent la relance, au moment même où les taux d'intérêt demeurent très bas et l'endettement très élevé.

Il n'y a aucun doute que l'ouvrage de Louis Gill fera œuvre utile en contribuant à contrer ce que l'auteur appelle la « déculturation politique » (p. 120), et j'ajouterais « économique », produite par trente années de néolibéralisme.

Notes et références

1. Après la rédaction de cet article, une nouvelle édition revue et augmentée de l'ouvrage de Louis Gill est parue (M éditeur, 2012, 171 p.).